

L'INFORMO

Volume 42 • Numéro 1 • Novembre 2019

S'UNIR. AGIR. GAGNER.



Source : François Lareau

SOMMAIRE**2**Perspectives syndicales
2019-2020**5**Un autre billet d'humeur,
comme il s'en fait tant**7**Pour en finir avec les
pollueurs!**9**

Off et bof

10Un mouvement
s'organise, et nous en
faisons partie!**16**Professeures en soins
infirmiers**18**Bilan 2018-2019 des
comités paritaires et
syndicaux**28**

Agenda

PERSPECTIVES SYNDICALES 2019-2020

Voici des nouvelles concernant les dossiers qui occupent l'Exécutif cette année. Nous continuerons évidemment à défendre les valeurs syndicales chères aux membres du SEECM. Nous accueillons les membres, gérons les finances, préparons les instances locales (comités, groupes de réflexions, etc.), régionales, nationales, faisons le suivi des dossiers avec les différentes Directions et les différents services, accompagnons les professeurs.es, informons et mobilisons nos membres afin d'assurer le maintien d'une vie syndicale saine et dynamique.

Négociations

En plus du travail local, le dossier qui occupera de façon importante votre Exécutif cette année est sans aucun doute la négociation de notre convention collective. Cette négociation sera assurément différente de celle que nous avons vécue en 2015. Au moment de la rédaction de ces lignes, nous n'avons toujours pas formé d'alliance avec la FEC-CSQ et plus le temps avance, plus les chances que cela se produise s'amenuisent, du moins pas dans la forme de l'alliance de 2015. Il semblerait encore plus improbable qu'il y ait un Front commun avec les

autres centrales syndicales telles que la CSQ et la FTQ.

Toutefois, nous nous permettons un certain optimisme, du moins au niveau sectoriel. Nous avons élu un comité de négociation à la FNEEQ qui, jusqu'à maintenant, démontre qu'il a pris acte des recommandations issues du bilan de la dernière négociation pour mettre en place cette nouvelle négociation.

Sachez que c'est avec beaucoup d'enthousiasme et de conviction que l'Exécutif défendra lors des nombreux Regroupements Cégep et en Comité de coordination des secteurs publics et parapublics (CCSPP) les positions et valeurs du SEECM, notamment toutes les positions prises par l'Assemblée générale du SEECM. Nous nous assurerons aussi que les membres des syndicats locaux seront non seulement consultés.es, mais aussi entendus.es tout au long de la négociation.

Comité des relations de travail (CRT)

Nous souhaitons, et ce depuis quelque temps, régler plusieurs problèmes récurrents d'interprétation de la convention collective qui causent souvent bien des



tensions entre les parties syndicale et patronale. Plusieurs travaux ont été entamés pour solutionner ces problématiques dans le but ultime d'arriver à des projets d'ententes à soumettre à l'Assemblée générale du SEECM.

Des sous-comités du CRT ont été créés. Le premier, en lien avec le *Report de disponibilité*, est en mode exploratoire. Ce comité s'intéresse au concept de disponibilité, notamment à l'ère du numérique, et cherche à baliser le report de disponibilité. On y fait valoir nos préoccupations syndicales tout en s'assurant de trouver des solutions justes et équitables pour tous et toutes. Nous œuvrons à développer un projet-pilote qui devrait être soumis à l'Assemblée générale cet hiver, avant la semaine de rattrapage. Le second sous-comité concerne le *Désistement*. Celui-ci est également en mode exploratoire. Il s'agit de définir des balises claires et connues de toutes et tous à propos des droits et devoirs des professeurs.es relativement aux délais de désistement pour des charges à la Formation continue et à l'enseignement régulier.

En suivi de plusieurs recommandations adoptées en Assemblée générale au courant des dernières années concernant le manque de ressources pour les libérations syndicales, l'Exécutif a renouvelé ses demandes de ressources à la Direction. Cette dernière a alors proposé la formation d'un sous-comité. C'est à la suite des travaux de ce sous-comité que nous avons obtenu un gain supplémentaire de 0,5 ETC en libération syndicale. Il s'agit d'une belle victoire, car nous avons essuyé de nombreux refus à nos demandes répétées par le passé. Par le biais du comité, nous poursuivons cette négociation pour établir un mode de calcul qui lierait les libérations au nombre d'ETC. C'est un dossier à suivre.

Enfin, en concordance avec la clause 9-3.01 de la convention collective, qui stipule que les parties patronale et syndicale doivent former un comité de prévention des litiges et des griefs, un « comité de griefs » a été mis en place. Nous tentons, lors de ces rencontres, non seulement de faire connaître notre interprétation des différentes clauses de la Convention collective à la partie patronale, mais aussi de

conclure des ententes favorables pour les membres du SEECM et par le fait même prévenir la surjudiciarisation du système en évitant le long, lourd et incertain processus d'arbitrage.

Commission des études (CÉ)

Un sous-comité de la Commission des études a été créé l'an dernier afin de faire des travaux pour en arriver avec un projet de révision de la *Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages* (PIEA). C'est un dossier qui nécessite énormément de vigilance. Nous défendons bien entendu l'autonomie professorale, mais aussi départementale. Des consultations en plusieurs vagues devraient commencer cet hiver. Les résultats de ces travaux seront soumis à l'Assemblée générale. Un autre dossier en lien avec la PIEA est celui du plagiat et de la fraude. Le Collège a annoncé son intention de fournir de nouvelles balises pour encadrer les cas de plagiats et fraudes (article 5.6 de la PIEA). En attendant les résultats de ces travaux, nous comptons sur l'appui du Collège pour bien faire respecter sa propre politique et appuyer les professeurs.es dans son application. Un autre dossier à suivre.

Les politiques institutionnelles

C'est le souhait de la Direction de réviser plusieurs politiques. Elle forme donc des comités sur lesquels nous siégeons.

Il y a en ce moment un comité paritaire qui effectue des travaux afin de réviser la *Politique pour contrer le harcèlement* qui date de 2009 et qui a grandement besoin d'être mise à jour. Il y a deux professeurs, es sur ce comité. Le projet de politique sera éventuellement soumis à l'Assemblée générale.

Nous en sommes maintenant à la phase de l'implantation de la nouvelle *Politique pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel*. Des réajustements sont à prévoir à la lumière des premiers cas qui seront traités.

La nouvelle *Politique de développement durable* qui découle des travaux du Comité de concertation et d'action en environnement (CACE) est maintenant en vigueur. Le comité (qui inclut trois professeur.es) travaille actuellement à mettre en place des actions concrètes de réduction de l'empreinte écologique du Collège.

Les travaux du comité d'éducation interculturelle sur lequel siègent quatre professeur.es visent à mettre en œuvre une nouvelle politique d'ici le printemps prochain.

Information et mobilisation

Dans un souci d'améliorer la communication avec ses membres, le comité exécutif a rédigé un *Plan de communication*. En ce temps de négociation, il est crucial que tous et toutes les membres soient

bien informés.es, et ce, dans les meilleurs délais. Nous allons poursuivre notre réflexion sur le sujet, mais nous avons déjà quelques pistes de solutions. Par ailleurs, nous planchons sur un tout nouveau format de *L'Informo*. Celui-ci sera désormais utilisé pour formuler des réflexions en profondeur sur des enjeux syndicaux, sociaux ou pédagogiques. Les informations courantes vous seront plutôt transmises grâce à *L'Expresso* qui sera, en général publié de façon électronique. Cependant, les informations

urgentes ou de première importance vous parviendront toujours par courriel.

En terminant, nous vous rappelons que nous sommes toujours disponibles au local syndical (B-1389). Passez nous voir pour toute question ou préoccupation dont vous souhaitez nous faire part.

Solidairement,

Votre comité exécutif.



De gauche à droite :

Yves Bégin, président, Histoire

Josée Chevalier, conseillère à l'information et à la mobilisation, Langues modernes

David Lamontagne, conseiller à l'application de la convention collective, Cinéma et communication

Tommy Girouard-Belhumeur, secrétaire employé

Sylvie Allard, trésorière, Administration et techniques administratives

Jean-François Gagnon, responsable de l'application de la convention collective, Mathématiques

Josiane Nadeau, secrétaire générale, Géographie

Julie Lecomte, responsable de l'information et de la mobilisation, Biologie

Source : Félix-Etienne Caron

UN AUTRE BILLET D'HUMEUR, COMME IL S'EN FAIT TANT

Par Gabriel Jacques, Paysage & commercialisation en horticulture ornementale



Certains d'entre vous se rappellent certainement la série télévisée *Dans une galaxie près de chez vous* diffusée de 1999 à 2001 à Canal Famille.

C'est peut-être vers 2002 ou 2003, à l'occasion d'une rediffusion où j'ai pris le temps d'écouter attentivement le générique de début, que j'ai saisi que l'humain pouvait de bien des manières causer sa propre perte. Et depuis, je crois qu'il ne se passe pas une seule journée où je n'entends pas dans les médias les expressions « crise climatique », « bouleversement du climat » ou plus anciennement « réchauffement de la planète ».

Il n'est pas impossible de penser que ceci ait pu provoquer en moi le souhait de compenser la décadence globale de déforestation, d'extraction de combustibles fossiles et de pollution en général. Le plus simplement du monde, ce souhait s'est traduit par le désir élémentaire de planter des végétaux, comme s'il s'agissait de la seule réponse possible.

L'horticulture s'est donc tout naturellement dessinée dans cette

vision. Parti d'une conception négative que j'avais du métier, essentiellement d'ouvrier peu spécialisé au travail surtout physique et à l'attrait cognitif faible, j'ai découvert un monde de possibilité où les limites se trouvent seulement où on les trace. J'ai donc eu la chance de travailler au sein d'une grande municipalité où j'ai participé, par la planification de l'entretien de la forêt urbaine et par de nombreux projets de plantation d'arbres, à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Puis l'occasion d'enseigner s'est présentée. Les cours qui me sont attribués (des cours sur le piquetage, l'excavation, les fondations et le béton) bien loin de mes aspirations de verdissement. C'est à peu près à ce moment que je me suis rappelé, alors que j'étais un jeune biologiste, m'être fait marteler l'importance de la multidisciplinarité. Une vision à 360 degrés sera toujours plus éclairante qu'une vision approfondie mais plus serrée. C'est pourquoi je préfère aborder les cours qui sont fondamentalement contre-productifs à la végétalisation de nos espaces avec un point de vue plus intégrateur de l'horticulture où le concept de moindre mal doit être envisagé.



Source : Gabriel Jacques

La connaissance des phytotechnologies est également une avenue que je souhaiterais développer avec les étudiant.e.s. Comme si les éléments construits n'étaient que des accessoires ou un prétexte dans un aménagement surtout végétal et non l'inverse. Si la théorie derrière les constructions et tout ce qui en découle est bien comprise, il sera plus facile d'intégrer les végétaux de manière optimale par la suite. N'existe-t-il pas une expression qui dit qu'on juge la grandeur d'une nation à la façon dont les arbres sont traités ?

Tout récemment, des étudiant.e.s ont proposé, dans un de leur cours d'intégration de 3^e année, d'utiliser presque exclusivement des végétaux indigènes. L'idée est de s'inscrire dans un contexte de perte de biodiversité et de lutte aux

changements climatiques en améliorant la résilience de nos aménagements (peut-être que cette dernière partie, c'est surtout moi qui la souligne, mais pour les choix de végétaux indigènes, ça vient vraiment d'eux!). Alors qu'il m'a fallu près d'une décennie pour adopter ce genre de comportement naturellement, il m'apparaît évident que d'actuel.le.s étudiant.e.s manifestent déjà cette sensibilité et garderont probablement ce réflexe. Elles et ils se questionnent plus que jamais sur les actions qu'elles et ils posent et les conséquences qui en découlent. Favoriser la plantation d'arbres, indigènes de surcroît, c'est un bon début et c'est encourageant de voir que ça vient de la jeunesse.

Cela étant dit, il ne s'agit pas de la seule solution. On aura beau planter 100 000 arbres par année dans

la grande région de Montréal, ça ne règlera pas la tendance actuelle, d'autant plus que c'est surtout dans les océans que ça se passe... De plus, il serait inefficace d'envisager de ne compenser que notre empreinte carbone; il faut plutôt la réduire si on veut avoir un impact certain.

Et pour souhaiter poser des actions mondiales efficaces, il faut d'abord savoir les poser à l'échelle locale. Appliquer des stratégies de gestion des produits (les trois R), utiliser le transport actif et reconnaître les services écosystémiques que nous rendent les végétaux (les grands et les océaniques) et les protéger constitue un excellent point de départ afin de prouver aux gouvernements que nous avons à cœur le changement pour le mieux et que, dans ce cas précis, le principe

de moindre mal est clairement insuffisant.

Je crois sincèrement, malgré les anecdotes parfois décourageantes que nous entendons dans nos classes, que la jeunesse constitue le meilleur moteur de changement. Même si nous nous faisons souvent taxer d'être plutôt à gauche, il faut continuer d'expliquer que la préservation de l'environnement ne devrait pas être situé sur un axe politique.

Enfin, pour boucler ce billet d'humour de la manière la moins originale possible, j'aimerais rappeler les paroles du capitaine Charles Patenaude « La situation devient urgente : il faut trouver une nouvelle planète pour y déménager six milliards de tatas. »



Les actrices et les acteurs de la série jeunesse *Dans une galaxie près de chez vous* lors de la manifestation du 27 septembre 2019
Source : Mélanie Maynard

POUR EN FINIR AVEC LES POLLUEURS!

Par Bruno Lavallée-Montambault, Sciences politiques



Récemment, le Climate Accountability Institute a publié une analyse portant sur les 20 compagnies qui ont à elles seules contribué à 35 % de l'ensemble des émissions de gaz carbonique et de méthane depuis 1965, soit un total équivalant à 480 milliards de tonnes de gaz de CO₂.

Parmi ces compagnies, certaines sont des entreprises d'État, comme Saudi Aramco, et d'autres sont des entreprises privées, comme Chevron. Nous nous intéresserons ici aux investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans ces entreprises privées. Celles-ci, qui sont des propriétés d'investisseurs (donc des entreprises à actions), sont les suivantes :

- Chevron;
- ExxonMobil;
- BP;
- Royal Dutch Shell;
- Peabody Energy;
- ConocoPhillips;
- Total SA;
- BHP Billiton.

Voici les investissements de la Caisse, en 2018, dans ces entreprises :



Caisse de dépôt et placement
du Québec

- **Chevron** : 707 100 actions, pour une valeur de 105,1 millions \$.
- **ExxonMobil** : 10 180 476 actions, pour une valeur de 948,1 millions \$.
- **BP** : 12 258 338 actions, pour une valeur de 105,8 millions \$.
- **Royal Dutch Shell** : 2 802 346 actions de classe A, pour une valeur de 112,5 millions \$; et 1 905 277 actions de classe B, pour une valeur de 77,6 millions \$.
- **Peabody Energy** : aucune action.
- **ConocoPhillips** : 630 356 actions, pour une valeur de 53,7 millions \$.
- **Total SA** : 13 934 025 actions, pour une valeur de 1 004,7 millions \$.
- **BHP Billiton** : 1 581 306 actions, pour une valeur de 56,4 millions \$.

Total : 2 463,9 millions \$.

Les actifs de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont très diversifiés. Sur un total de 309,5 milliards \$, 151,2 milliards \$ sont en actions. Le reste réside dans les revenus fixes (94,3 milliards \$) et



Source : Nadege Vince

les actifs réels (61 milliards \$).

Ainsi, les actions que la Caisse possède dans les entreprises privées nommées précédemment ne représente que 1,6 % de ses investissements en actions.

Depuis 2009, soit depuis la crise économique, les actifs de la Caisse connaissent une croissance spectaculaire. On parle d'une croissance de près de 230 % en près de 10 ans. Partant de 131,6 milliards d'actifs en 2009, la Caisse a connu une croissance folle. À l'image de l'économie mondialisée et financiarisée.

Il me semble qu'on peut se permettre de se débarrasser de ces actions dans Chevron, ExxonMobil, BP, Total, Shell, ConocoPhillips, et BHP Billiton. Elles sont gênantes, voire honteuses. Et ça ne ferait pas vraiment mal à notre portefeuille. Mais ça ferait un peu de bien au moral.

En négó, on s'affiche!

Le 30 octobre, nous déposons nos demandes de négociation. Pour marquer cette étape, la CSN propose à tous ses membres travaillant dans les services publics d'afficher leurs couleurs avec un objet de visibilité qui souligne le début de la négociation.

S'UNIR. AGIR. GAGNER.

Trois verbes d'action qui guideront nos pas dans cette lutte que nous entamons. Trois mots qui nous permettent d'afficher, dès maintenant, notre volonté collective d'atteindre nos objectifs.

Comment faire?

Être visibles partout au Québec.

Pour marquer cette étape importante, une sangle rouge pour les téléphones portables arborant le thème de la négociation 2020 sera distribuée à tous les membres.

S'inscrire sur l'application Web AGIR.

Pour rapprocher les membres de la négociation, la CSN a développé une nouvelle manière de communiquer. Une fois inscrit sur l'application Web **AGIR**, vous pourrez être informé des derniers développements de la négociation et celle-ci offrira une panoplie d'outils tout au long de la négociation.

Informers nos élu-es à l'Assemblée nationale.

Une fois votre inscription sur AGIR terminée, utilisez l'application pour écrire directement à votre député-e afin de sensibiliser les élu-es de l'Assemblée nationale à la nécessité d'améliorer nos conditions de travail et nos salaires.

Les documents concernant la négociation sont disponibles sur notre site web :

[HTTPS://SEECM.ORG/NEGOCIATIONS/DOCUMENTS-2020/](https://seecm.org/negociations/documents-2020/)

**Pour créer un profil
sur AGIR, visitez le :
<https://app.secteurpublic.quebec>**

OFF ET BOF

Par François Rioux, Littérature



Chaque automne ou presque je descends pour l'Off-festival de poésie de Trois-Rivières. Remarquez, je parle de l'Off. Je n'ai jamais été invité par le « vrai » festival, en même temps ça ne me dérange pas trop de ne pas gâcher des soupers romantiques au Manoir du spaghetti avec mes poèmes aigres-doux. Ça m'évite aussi d'avoir à faire cinquante-six lectures en trois jours parce qu'on ne m'aurait pas payé l'hôtel pour que je me pogne le beigne. J'exagère à peine. Une poète invitée parce qu'elle avait gagné un prix pour son recueil me disait qu'un tel régime l'avait « écœurée de [s]on hostie de livre ».

Contrairement au festival subventionné, l'Off n'a pas une cenne et on s'en torche. On s'organise pour les lifts, on dort sur un divan amical ou dans un hôtel pas cher (ou on ne dort pas), on ne s'attend pas à être payé quand on lit parce qu'on sait que c'est ça le deal. Et quand on n'est pas invité à lire, on y va pareil.

Est-ce qu'on s'en torche tant que ça ? Dans une lettre qui circulait sur Internet des auteurs et autrices dénonçaient le travail non rémunéré : les revues qui ne donnent

rien pour des textes sans lesquels elles n'existeraient pas, les chèques en retard (quand ils arrivent), la portion congrue des revenus des ventes de livres, la fameuse visibilité qui paie si bien le loyer, etc., etc. Et la vocation des autres, c'est bien commode pour justifier sa propre ladrerie.

L'hiver dernier je lisais le collectif *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*¹. La question n'est pas simple et divise les féministes, mais disons que l'ensemble de la société profite du travail gratuit effectué en très grande partie par des femmes.



Source : Martine Differ

¹ Dirigé par Camille Robert et Louise Toupin, Montréal, Remue-ménage, 2018, 200 p.



Source : <https://offpoesie.com/>

Bien sûr, on peut vouloir donner de son énergie et de son temps, mais encore faut-il que ce don soit volontaire, et non pas forcé par les normes et les individus. Ça peut même être moral. L'avocat de Trois-Rivières qui porte le même nom que moi, par exemple, j'espère qu'il fait du pro bono, parce que les services juridiques ça coûte un bras.

Fait que je parlais de l'Off. Où je m'en torche² de ne pas être payé si je peux contribuer à offrir autre chose aux gens de Trois-Rivières que des cadres guindés, des poètes accablés qu'enterre le bruit des fourchettes et des banalités. J'ouvrais le show du samedi, et entre deux poèmes j'ai été ému d'entendre le silence d'une écoute exceptionnelle, qui est demeurée telle toute la soirée.

L'autre festival se déclare « international » et c'est très bien ; l'Off ne peut pas payer l'avion, mais il explore les marges de ce qui s'écrit par ici, prend des risques, programme des gens qui n'ont pas encore publié. J'y découvre une chose ou deux, en plus d'avoir un peu de fonne avant l'hiver..

² J'avoue que de gagner un salaire décent, ça aide à s'en torcher.

UN MOUVEMENT S'ORGANISE, ET NOUS EN FAISONS PARTIE!

Par Léane Sirois, Philosophie et

Marie-Andrée Payeur, conseillère pédagogique en mobilité internationale



Le dernier rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) indique que « le nombre de personnes fuyant la guerre, les persécutions et les conflits dépasse maintenant les 70 millions – un record depuis les guerres du 20^e siècle ».¹ Nous pouvons donc parler d'une crise des réfugiés. Dans ce contexte, les établissements d'enseignement supérieurs comme le nôtre ont un rôle à jouer, pour éduquer sur la situation mondiale et les enjeux qu'elles provoquent. Le Programme d'étudiant réfugié (PÉR) nous offre une occasion exceptionnelle de remplir ce mandat, tout en permettant à des étudiant.e.s et employé.e.s de poser une action concrète pour la suite du monde.

« Nous savons que ça va mal dans le monde, on regarde les actualités, nos parents ont immigré ici avec nous pour nous offrir un meilleur avenir. Quand on retourne au pays, on voit des situations de pauvreté qui font mal au cœur. Je m'implique dans le PÉR parce que c'est la première fois qu'on me parle d'un problème mondial et qu'on me propose en même temps de poser une action concrète pour améliorer la situation. »

Ces mots sont ceux de Douaa, une des 20 étudiantes impliquées dans le comité local qui accueille cette année au Collège Montmorency le premier étudiant à profiter du *Programme étudiant réfugié* (PÉR). Ils résument bien l'élan qui nous pousse à implanter de manière pérenne le PÉR dans notre institution.

Et ce n'est pas qu'à Montmorency qu'on se met en action ; c'est tout le réseau des cégeps qui se met en marche et s'engage à répondre à la crise des réfugiés. L'an passé, ils étaient deux cégeps francophones (Limoilou et Lévis-Lauzon)

à participer au PÉR. Cette année, nous sommes huit. L'an prochain, nous serons plus d'une dizaine à parrainer des candidats francophones ! À chaque fois, les syndicats de professeur.e.s prennent position en appuyant le programme à la fois symboliquement et financièrement.²

La mise sur pied du PÉR constitue pour nous une façon de canaliser notre angoisse face à un monde en crise dans un projet dont tout le monde sort gagnant : un étudiant sort d'un camp de réfugiés, et un comité étudiant et institutionnel l'accueille et, ce faisant, se familiarise avec la réalité des réfugiés dans le monde.

Dans cet élan de solidarité, la crise mondiale des réfugiés devient une affaire locale pour ceux qui ont la chance de côtoyer cet étudiant qui revient de loin. Nous posons des gestes concrets pour l'accompagner dans sa nouvelle vie. Nous prenons

1 <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/6/5d08a9954/nombre-personnes-deracinees-travers-monde-depasse-70-millions-chef-hcr.html>

2 Chiffres des appuis : Montmorency, 8000 étudiant.es : 5000\$ pour un an, Vieux-Montréal, 6100 étudiant.es : 3000\$/an, Lévis-Lauzon, 3000 étudiant.es : 1000\$/an, Sherbrooke, 6500 étudiant.es : 2000\$/an, Terrebonne, 1600 étudiant.es : 1000\$/an

conscience de l'ampleur de la précarité et de l'insécurité dans laquelle il se trouvait. Nous sommes témoins de l'immense adaptation que cela signifie de «gagner à cette loterie» de l'exil en Occident (selon l'UNHCR, 85% des réfugiés dans le monde se trouvent dans des pays en développement)... Et nous nous transformons avec lui!

L'heure est au bilan

Un an après la création de notre comité local PÉR de Montmorency et de votre implication financière dans ce programme, l'heure est au bilan.

Nous avons travaillé d'arrache-pied et avons réussi à collecter 25 000 \$ grâce à la générosité de toute la communauté montmorencienne. Cette somme nous a permis de déposer une demande de parrainage en collaboration avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), l'ONG qui s'est occupée de la sélection et des démarches d'immigration de l'étudiant réfugié.

Le comité PÉR de Montmorency est donc fier de dire qu'il a permis la réinstallation à Laval d'un jeune homme exceptionnel, arrivé à Dorval le 12 août dernier! Il est depuis étudiant à temps complet en Techniques de comptabilité et gestion. Résident permanent du Canada, il peut désormais envisager sa vie ici et espérer un avenir meilleur. « *La vie au camp est*

horrible. C'est difficile à décrire. Mais au-delà des rations alimentaires et des logements précaires, le pire, c'est qu'il n'y a pas d'opportunités. Vous m'avez sorti d'un trou... » nous a-t-il dit dans un témoignage touchant, peu après son arrivée.

Le comité PÉR de Montmorency a aussi permis à 20 étudiantes de s'organiser afin d'accompagner cet étudiant dans ses premiers contacts avec sa nouvelle communauté et sa nouvelle école. Il est difficile d'imaginer tout ce qu'on a appris quand on arrive de si loin, dans un monde où « tout brille », où les escaliers « montent tout seuls », où l'accès à l'eau, à des livres et à internet n'est pas un luxe. Ce parrainage d'un jeune par des jeunes permet à chacun de partager sa réalité et de grandir au contact de l'autre.

Enfin, par la sensibilisation et ses campagnes de financement, le comité PÉR de Montmorency a

contribué à informer la communauté montmorencienne au sujet de la crise des réfugiés.

Est-ce qu'on répètera l'expérience? Bien sûr! Car toute l'énergie canalisée dans ce projet crée des liens, du sens, de l'espoir. C'est rare, nous le savons, et c'est pourquoi nous jugeons ce projet si précieux. Nous voulons donc répéter l'expérience cette année, mais nous voulons aussi en faire plus...

Un programme au cœur de la mission et des valeurs du Collège

Que voulons-nous à l'avenir? Nous souhaitons que le PÉR perdure et soit implanté de façon durable. Le Collège Montmorency a pour mission de « *former des citoyens compétents, engagés et ouverts* ». Nous accueillons une grande diversité culturelle d'étudiant.e.s. Il est temps, selon nous, de poser des actions concrètes qui prennent acte de cette diversité, de la richesse qu'elle constitue, et qui la fassent rayonner.

Mais si la diversité est une richesse, elle comporte aussi sa part de défi. L'éducation interculturelle doit être une priorité en nos murs.

Dans un récent *Portrait statistique de la population immigrante de la région de Laval* dévoilé lors du dernier *Rendez-vous inter-*



Education L'éducation,
Changes the World ça change le monde



Membres du comité PÉR
Source : Éric Messier, *Courrier Laval*

culturel ici même au Collège³, on apprend notamment que 44% des familles lavalloises sont considérées comme immigrantes, et que Laval a la chance d'accueillir une population immigrante plus éduquée, plus francophone et plus riche que la métropole voisine. Ce même rapport révèle toutefois que le chômage demeure plus élevé dans la population immigrante, et ce, même malgré un niveau de diplomation supérieur. Bref, tout n'est pas parfait en matière d'intégration, et il y a encore du chemin à faire.

Par le biais du PÉR, nous travaillons à cette éducation interculturelle si nécessaire, en multipliant

les expériences individuelles et les contacts authentiques, en favorisant les échanges et les discussions, en créant des outils et des espaces d'accueil. Nous souhaitons au comité PÉR que le Collège Montmorency devienne un acteur important en matière d'éducation à la diversité, un modèle pour ses étudiants afin qu'ils prennent activement part à une intégration harmonieuse.

Notre souhait, c'est que le PÉR soit reconnu comme ce qu'il est : un programme qui, une fois mis en place, puisse disposer des moyens nécessaires pour accueillir un.e étudiant.e réfugié.e par an et faire

rayonner cette expérience dans toute la communauté montmorencienne à chaque fois.

Une personne par an, ça peut paraître peu, mais dans les universités et collèges du Canada, plus de 1800 personnes ont ainsi été parrainées depuis 1976. Le mouvement d'implantation dans les cégeps favorise la réinstallation de candidats francophones. Il apparaît également que notre modèle institutionnel unique au monde est particulièrement favorable pour l'accueil et l'intégration des étudiants PÉR. Nous pouvons en être fiers!

L'an passé, toutes les instances du Collège ont participé au PÉR, et ont rendu possible cette aventure incroyable. Nous vous en remercions chaleureusement. Aujourd'hui, nous vous demandons de réitérer votre appui, et de nous aider à pérenniser le projet.

Un de nos souhaits est de faire une tournée des départements avec les étudiant.e.s impliqué.e.s. L'AGEM, la Fondation, la Direction des études, la Direction des affaires étudiantes, et les syndicats des trois ordres seront appelés à participer également.

Merci d'embarquer avec nous dans ce mouvement, et de soutenir le PÉR. Nous avons les moyens, en tant qu'institution, de changer le monde, une vie à la fois!

³ <https://www.lechodelaval.ca/actualites/politique/373670/population-immigrante-la-ville-de-laval-devoile-son-portrait-statistique>

JOURNÉE NATIONALE DE COMMÉMORATION ET D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

La TCLCF et la TCVCASL vous invitent à la commémoration du 30^e anniversaire de la tuerie misogyne de l'École polytechnique qui rendra hommage aux 14 femmes victimes et dénoncera, plus largement, les violences faites aux femmes.



6 DÉCEMBRE 2019 | 13H15

AU CARILLON DE LA PLACE CLAUDE-LÉVEILLÉE
Aux abords du campus de l'UdeM à Laval
1707, rue Jacques-Tétreault

Pour en apprendre plus sur le PÉR dans le réseau des cégeps :

À *L'heure du monde* à Radio-Canada : Des étudiants parrainent des réfugiés :

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/l-heure-du-monde/segments/reportage/132481/refugie-parrainage-cegep-hdm>

Deux articles sur le Programme étudiant réfugié dans le *Courrier Laval* :

<https://courrierlaval.com/montmorency-accueillera-un-refugie/>

<https://courrierlaval.com/un-etudiant-refugie-entoure-de-nouveaux-amis/>

Reportage de Radio-Canada sur l'étudiant parrainé par le Cégep du Vieux-Montréal :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1293456/etudiants-immigration-cegep-quebec-aide>

À Sherbrooke :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1250927/>

[etudiants-cegep-sherbrooke-mobilisation-parrainer-refugiee-afrique](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1250927/etudiants-cegep-sherbrooke-mobilisation-parrainer-refugiee-afrique)

Dans la région de Québec :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1090343/programme-etudiants-refugies-parrainage-cegep>

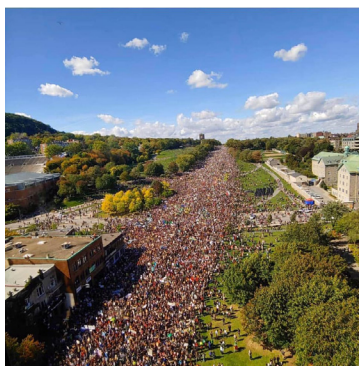


Une manifestation pour l'environnement montrant une mobilisation sans précédents à Montréal avec une belle présence de la communauté montmorencienne.

Source: François Lareau



Source: François Beauregard



Source: La planète s'invite



Source: François Lareau



Source: François Lareau



Source: François Lareau



Source: François Lareau



Source: David Lamontagne



Source: François Lareau



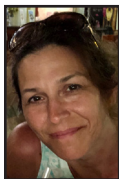
Source: Document Everything



Source: Gabriel Pelland

PROFESSEURES EN SOINS INFIRMIERS

Par Sylvie Savoie, Soins infirmiers, adjointe à la coordination - volet pédagogique



On aimerait se présenter... On aimerait se faire connaître... On aimerait se faire reconnaître...

Il y a quelques semaines, un regroupement de 60 coordonnatrices en Soins infirmiers se sont réunies au Cégep de Sainte-Foy afin de discuter de la tâche des professeures en Soins infirmiers. Toutes les régions du Québec étaient représentées puisque le programme est offert dans plus de 40 cégeps à travers la province. Vous savez aussi que pour être professeure en Soins infirmiers, il faut d'abord être infirmière.

Historiquement, les infirmières ne sont pas de grandes revendicatrices, car notre mission ultime est de soigner, d'aider, de s'oublier.... Les conditions de travail qui prévalent dans les hôpitaux sont si difficiles que nous croyons que la vocation humanitaire est ce qui nous garde en poste. Aussi, comme professeures en Soins infirmiers, notre tâche n'est pas reconnue à sa juste valeur.

Au Collège, peu d'entre nous sont présentes, car la plupart du temps notre tâche se fait à l'extérieur. Nos stages sont en supervision directe dans différents milieux :

centres hospitaliers et CHSLD de la région. La tâche de plusieurs professeures est majoritairement en stage, parfois exclusivement. Notre programme comprend 2805 heures de formation, dont 2145 heures de formation spécifique incluant 1035 heures de stages.

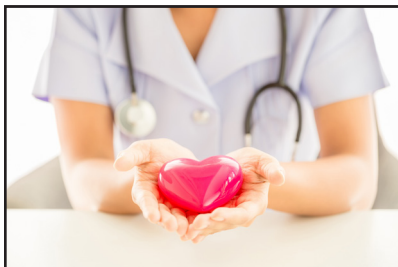
Le regroupement des coordonnatrices a permis de partager nos réalités et de discuter des enjeux actuels quant à la tâche propre à notre programme. À quelques détails près, dans toutes les régions du Québec, tout le monde semble vivre la même réalité : le calcul de la tâche en CI n'est pas représentatif de l'enseignement clinique et le facteur NEjk (nombre d'étudiants par groupe de stage) calculé pour le financement des stages du programme de soins infirmiers est déficitaire puisque l'on nous finance pour sept étudiants par groupe, alors que presque tous les milieux de stage exigent six étudiants par groupe.

Qu'est-ce qu'une journée de stage pour une professeure de Soins ?

- C'est de deux à quatre jours par semaine en stage, selon le niveau des étudiantes.
- C'est un stage de jour de 6 h 15 à 16 h (environ, un peu

plus, un peu moins selon le niveau).

- Ou bien c'est un stage de soir de 15 h à minuit (environ).
- C'est d'être présente les jours de stage, environ une heure avant les étudiantes, pour choisir les bons patients afin qu'elles atteignent les objectifs évalués à leur niveau. Donc, lors des jours de stage nous nous préparons pour la journée, car ce sont de nouveaux patients, de nouveaux traitements...
- C'est de prendre en charge six ou sept étudiantes en apprentissage ET de sept à vingt patients.
- C'est de s'assurer que les étudiantes apprennent, mais aussi d'assurer la sécurité des patients et la qualité des soins prodigués.
- C'est d'accompagner nos étudiantes dans leurs apprentissages en étant dans des milieux où le personnel est surchargé et ne peut pas nous apporter autant de soutien qu'il le désire.
- C'est d'accompagner les



Source : jcomp/FreePik

étudiantes dans des situations qui vont les changer à tout jamais. Diverses situations, qui nous ébranlent, qui ébranlent nos valeurs : le premier décès, un patient qui chute, un patient agressif... On doit parfois rester après la journée pour faire un retour sur des événements marquants... On gère aussi les émotions, l'anxiété...

- C'est parfois faire trois milieux différents dans la même session pour avoir une tâche pleine. Ça peut-être dans des hôpitaux différents, CHSLD ou autres.
- C'est parfois superviser dans différents milieux et donner deux numéros de cours différents dans la même semaine.
- Chaque nouveau milieu exige entre un et cinq jours d'orientation sur place. Les milieux de stage exigent aussi différentes formations pour de nouveaux outils de toute sorte. Ces heures ne sont pas comptabilisées dans notre CI mais incluses dans

« notre temps de disponibilité ».

- Après une journée de stage, il faut souvent corriger les travaux pour les remettre aux étudiantes le matin suivant. Elles doivent savoir où se trouvent leurs lacunes pour pouvoir s'améliorer.
- C'est parfois donner un cours théorique de quatre périodes à 8 h quand on a fini à minuit et quart la veille.

- C'est de devoir payer notre permis de l'OIIQ 455 \$ par année pour pouvoir travailler.

Voilà ! Nous sommes en négos et c'est important pour nous de vous faire connaître, un peu, notre réalité. Vous pourrez ainsi comprendre les différentes demandes que nous ferons !

S'UNIR. AGIR. GAGNER. 

Inscrivez-vous avec l'application Web pour être bien informé.es, mobilisé.es et pour participer à la mobilisation tout au long des négociations: <https://app.secteurpublic.quebec>

PIECES

Projet intercollégial d'étude sur le **consentement**, l'**égalité** et la **sexualité**

Merci de consacrer quelques minutes de votre temps à notre questionnaire.

Votre participation est essentielle.

 COLLÈGE MONTMORENCY

 CÉGEP DE JONQUIÈRE

 Cégep de l'Outaouais

 Cégep de Sainte-Foy

 Collège Ahuntsic

 Chaire de recherche sur les VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES en milieu d'enseignement supérieur

Appel à la participation:

https://uqamfsh.ca1.qualtrics.com/jfe/form/SV_abjyx0Q8RbBZvRX

BILAN 2018-2019 DES COMITÉS PARITAIRES ET SYNDICAUX

Par Julie Demanche, littérature, feu responsable de l'information et de la mobilisation

D'emblée, nous devons faire quelques remerciements puisque le SEECM c'est, d'une part, nous, vos représentant.e.s à l'Exécutif bien sûr, mais, surtout, c'est vous, et nous tenons à vous saluer pour votre superbe travail et votre incroyable implication. Le SEECM, c'est en effet près de cent membres impliqué.e.s sur près de trente comités paritaires et syndicaux; alors, merci sincèrement de nous toutes et tous, sans vous, nous n'y arriverions tout simplement pas.

Nous avons connu une très belle année quant à la mobilisation et au militantisme avec la renaissance, pour des raisons contextuelles évidentes, des comités environnement et de mobilisation puis de celle aussi à l'hiver et en cinq exemplaires, en plus de nos quatre parutions annuelles du journal syndical *L'Informo*, de *L'Expresso*, un médium que nous avons complètement repensé et revisité pour vous en 8 1/2 par 14, recto verso et couleurs pour vous partager rapidement des informations et que nous vous avons distribués, afin d'aller plus à votre rencontre, dans tous vos bureaux à chacune des cinq parutions. Nous avons aussi en ce sens réalisé et distribué partout

dans le collège des tracs d'invitation pour des A.G. ainsi que des dépliants et des affiches quant au vote de grève qui se tenait le 15 mai dernier pour *La grève de la Terre* internationale prévue le 27 septembre 2019. Lors de notre tournée plus officielle dans quinze départements, nous avons également eu l'opportunité de vous écouter et de vous entendre quant à votre réalité et vos préoccupations. Nous avons de plus offert aux coordinations départementales cette année, par le biais de trois capsules syndicales, des informations à propos de la CI et de la question du financement et nous vous avons présenté un outil pour calculer la CI qui s'applique à tous les départements.

En plus d'être très actives et très actifs sur la scène montmorencienne, en deuxième front nous nous sommes rallié.e.s au collectif citoyen *Debout pour l'École* et nous avons reçu lors d'une visite dans une de nos AG M. Jean Trudel pour en discuter avec vous. Nous nous sommes surtout engagé.e.s en décembre dernier à ce que les préoccupations environnementales deviennent une lutte prioritaire, notamment en nous ralliant aux trois demandes du collectif *La*

planète s'invite, mouvement désormais national qui est né d'une initiative d'ici, à Montmorency, donc encore une fois bravo à vous toutes et tous qui êtes engagé.e.s sur différents et parfois même plusieurs fronts, et en prenant la décision pour les A.G. de l'hiver de vous servir le repas en collaboration avec la cafétéria uniquement dans de la vaisselle durable.

Le comité exécutif

À la suite des départs respectifs de Josée Chevalier à l'automne pour assumer à la FNEEQ la vice-présidence et de Sébastien Manka à l'hiver pour assurer la responsabilité de l'information et de la mobilisation au sein du Comité de négociation lui aussi à la FNEEQ, nous avons connu bien des rebondissements cette dernière année à l'exécutif qui nous ont mené.e.s à une équipe entièrement renouvelée pour commencer l'année scolaire et à un remaniement, à un poste près, complet pour commencer la session d'hiver. Yves Bégin occupe désormais la présidence, Josiane Nadeau le secrétariat général, Sylvie Allard le poste de la trésorerie, Jean-François Gagnon celui du responsable de l'application

de la convention collective, David Lamontagne de conseiller à l'application de la convention collective, Julie Demanche celui de responsable de l'information et de la mobilisation et enfin Julie Lecomte de conseillère à l'information et à la mobilisation. Nous saluons spécialement ici par la bande notre permanence dans toute notre impermanence «au local» justement; merci Tommy, tu sembles avoir une réponse à toute chose et à tout moment, peu importe la situation, pour nous aider à mieux exécuter notre travail chaque jour.

Nous avons eu quatorze A.G. à vos côtés cette année, dont celle du 15 mai incluant un vote de grève remporté en faveur de *La grève de la Terre* avec 82 % des voix. L'exécutif a aussi été présent à dix Regroupements Cégeps, trois Conseils fédéraux ainsi qu'à trois instances conjointes du Comité de coordination des secteurs publics et parapublics de la CSN (plus communément appelé le C2SP2) et nous avons reçu cinq formations données par la FNEEQ et/ou la CSN. Nous avons tenu un midi-causerie avec vous à la fin janvier en présence de deux conseillers de la FNEEQ pour réfléchir et discuter du port de signes religieux et du projet de loi 21 de la CAQ, la Loi sur la laïcité de l'état. Nous avons participé aux traditionnelles rencontres en début de session des coordinations départementales en matinée puis à l'accueil des nouvelles et nouveaux enseignantes et

enseignants en soirée et nous avons également eu la responsabilité cette année de l'organisation du 5 à 7 intersyndical à l'automne.

Les principaux enjeux que nous avons connus à la session d'automne 2018 sont le profil attendu, bien sûr, de la prochaine direction générale, le traitement des accommodements pour motif religieux, la consultation générale quant au projet de politique pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel à la suite du projet de Loi 151, le renouvellement de la police d'assurances collectives, la demande de don de 5000 \$ du Comité local du Programme d'étudiant.e réfugié.e (le PÉR) de même que les premières réflexions en regard de la prochaine négociation du secteur public en 2020 avec une présentation faite et une discussion dirigée par deux invité.e.s du Comité de négo de la FNEEQ.

Les principaux enjeux de la session d'hiver 2019 ont quant à eux été l'arrivée, bien évidemment, du nouveau Directeur général Olivier Simard, la neutralité religieuse de l'État à la suite du projet de loi 21, la révision du programme de Sciences de la nature, les libérations à l'exécutif syndical, vos principaux enjeux et vos principales préoccupations à propos de la prochaine négociation avec deux invité.e.s du Comité de mobilisation et de négociation de la FNEEQ, le ralliement à la position de ladite FNEEQ concernant la question des

alliances de la Table centrale, un vote de grève pour *Earth Strike*, la *Grève de la Terre*, ainsi que la consultation vis-à-vis l'adoption de la Politique de développement durable du Collège.

Commission des études (CÉ)

Dans ce lieu de discussions pédagogiques, il a été question évidemment de l'avis en novembre de ladite CÉ concernant la nomination du nouveau Directeur général, de l'adoption en décembre de la version du calendrier scolaire 2019-2020 (elle-même adoptée après de bonnes réflexions et discussions en AG), de même que de l'adoption d'un avis unanime en mars quant à la révision du programme de Sciences de la nature qui a été envoyé au comité d'experts formé par le Ministère pour relancer les travaux. À ce propos d'ailleurs, Sciences humaines sera le prochain programme à « entrer dans la danse » puisque le projet de nouveau programme a été déposé au début du mois de mai. Dans un plus ou moins même ordre d'idées, un nouveau guide de gestion des programmes a été présenté à la CÉ et une version qui prendra compte des nombreuses remarques formulées par les enseignant.e.s sera produite prochainement. La Directrice des études a enfin récemment accepté que les travaux de la CÉ soient mieux diffusés puisque toutes et tous les enseignant.e.s recevront dorénavant les ordres du jour, les procès-verbaux et la

documentation pour chacune des rencontres.

En sous-comité de la Commission des études, il a aussi été question en 2018-2019 du Groupe de réflexion sur la réussite qui a continué ses travaux de suivi sur le Plan de la réussite justement et leur bilan a été présenté en CÉ et au CA. Les travaux quant à la révision de la Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages, la PIEA, y ont également commencé lentement avec quatre rencontres. Une première étape de consultation entamée auprès des enseignantes et des enseignants et du reste de la communauté servira d'ailleurs à alimenter la réflexion dudit sous-comité et un échéancier plus complet des travaux devrait être présenté au début de l'année 2019-2020.

Comité des relations de travail (CRT)

En termes de relations de travail, il a d'abord été question d'effectuer par les enseignantes et les enseignants siégeant sur ce comité un « ménage » dans les vieux griefs et de mettre de l'avant ceux que les membres croyaient pouvoir régler en comité de griefs. Certains sont donc près d'un règlement alors que d'autres devront être portés en arbitrage, et 18 griefs, touchant principalement l'attribution de charges et de remplacements, ont été déposés tandis que 2 n'ont pas été déposés.

Les enseignant.e.s siégeant sur le CRT ont aussi réussi à obtenir des changements importants et majeurs quant à la tâche. Dans les départements, la distribution de ladite tâche peut maintenant se terminer le 17 mai, soit après la date limite pour les demandes de congés du 15 mai, ce qui évite ainsi un remaniement important des cours et des groupes. L'offre de service, une source de stress permanente pour les non-permanent.e.s, a également été remplacée cette année par une présomption de service, une offre de service dite inversée, dont il faut désormais se retirer pour éviter d'être « retiré.e ».

Les membres de ce comité ont de plus fait part à l'administration d'améliorations souhaitées afin de mieux protéger les enseignantes et les enseignants, notamment en demandant des précisions supplémentaires aux deux politiques relatives aux traitements des plaintes en harcèlement (des précisions quant au processus sont effectivement absentes dans plusieurs sections et interprétées assez librement par le Collège) et en demandant aussi au Collège d'offrir plus de soutien aux enseignant.e.s victimes de violence de la part des étudiant.e.s.

Les enseignant.e.s du CRT ont aussi travaillé très fort et surtout pendant de très nombreuses heures, l'exécutif le souligne et vous salue d'ailleurs ici toutes et tous pour votre implication remarquable, lors

de « l'aventure du projet de répartition pour les allocations de la tâche 2019-2020 ». Le Collège leur a en effet demandé par deux fois des délais supplémentaires quant aux chiffres et aux tableaux desdites allocations, ce qui les a mené.e.s à beaucoup de travail de correction et de négociation non seulement pour les trois rencontres du CRT de la tâche totalisant 20 h, mais aussi pour la préparation à ces trois rencontres. Cette aventure de longue haleine a finalement mené à des ententes, nous pensons par exemple à des gains quant aux tailles des groupes en Muséologie

SEECM | *fne*

SYNDICAT DES ENSEIGNANTES ET ENS

et en Danse, mais, la semaine suivant ces ententes, d'autres surprises fort désagréables les ont mené.e.s à d'autres corrections, négociations et rencontres avec l'administration...

Enfin, les membres du CRT travaillent toujours à des chantiers de longue haleine, notamment quant à, et vous remarquerez mon usage judicieux de synonymes, une possible procédure de remplacement négociée, une éventuelle procédure de gestion des désistements qui serait juste et symétrique, une probable procédure de détermination fixe des NEjk, soit, pour les non initié.e.s, du ratio d'allocation

propre au stage jk ou encore du nombre d'étudiant.e.s à superviser en stage pour atteindre un temps complet session, une potentielle procédure pour le report de disponibilité de même qu'à une formule révisée, et de manière souhaitable appliquée, du calcul des allocations syndicales.

Conseil d'administration (CA)

En ce haut lieu de décisions administratives, et au-delà de la « routine habituelle », soit de quelques éléments récurrents d'une année à l'autre, notamment de docu-

recruter un ou une autre ainsi que des résultats desdites démarches menant à la nomination en mai de Pascale Legault pour assurer ces fonctions. On s'est enfin penché.e « à la table du CA » sur les lieux physiques et sur les équipements du collège, notamment avec la présentation de la clinique-école en santé prévue à l'automne 2019, l'état de la situation et le suivi des travaux et du financement de la construction du Bloc D ainsi qu'avec la présentation des enjeux du plan de développement immobilier (le PDI) et celle du projet de construction d'un studio ayant une hauteur de 15 pieds pour le programme de Techniques d'intégration multimédia.

Comité sur la diversité sexuelle

Pour souligner la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie du 17 mai 2019, le Comité a tenu un kiosque ayant pour but de faire de la sensibilisation, de la prévention et de la promotion auprès des étudiant.e.s, des enseignant.e.s et des membres du personnel de toute la communauté montmorencienne le jeudi 16 mai de 11 h à 14 h, soit à la dernière journée des cours. Le kiosque a été animé par différent.e.s acteur.trice.s du



Source: Julie Lecomte

collège, dont des professeur.e.s, des membres du personnel de soutien et des professionnel.les, le Comité étudiant LGBTQ+ ainsi que par madame France Lamarche, directrice des études, et par monsieur Olivier Simard, directeur général. Du matériel provenant de la Fondation Émergence Inc. et des différents comités syndicaux du collège a été utilisé et distribué pendant cette belle activité collective et des boissons et des cupcakes de couleur arc-en-ciel ont été offerts aux différent.e.s participant.e.s s'arrêtant au kiosque.

Comité santé et sécurité au travail

Les différent.e.s membres de ce comité ont eu cette année quatre rencontres où il a été notamment question du bilan de l'année 2017-2018 quant au registre des accidents et des incidents qui sont légèrement en hausse, n'ont pas de cause commune et sont très diversifiés. On y a souligné en ce sens les 496 jours de travail perdus. On y a également discuté du Plan d'action



EIGNANTS DU CÉGEP MONTMORENCY

ments quant à des budgets, bilans, plans de travail, règles, tableaux, cartes, portraits et certains dossiers pédagogiques, il a principalement été (encore une fois) question cette année de la nomination au poste de la Direction générale avec l'approbation du profil du D.G. et de l'échéancier de travail proposés par le comité de sélection ainsi que de l'adoption par ledit CA de la recommandation du comité de sélection. On y a aussi présenté le rapport annuel de l'ombudsman de même que la réponse du Collège à ses recommandations et on y a réfléchi puis discuté du départ de l'ombudsman, de son remplacement, des démarches afin d'en



jeunesse-CNESST, des accès aux salles d'entraînement, à la piscine et au collège en dehors des heures d'ouverture ainsi que de l'analyse des locaux pour assurer la sécurité de l'ensemble de la communauté montmorencienne. À propos des accès aux salles d'entraînement et à la piscine, certaines améliorations ont été apportées pour favoriser la sécurité des utilisatrices, surtout lors des heures matinales quand il y a peu d'achalandage au collège. À ce sujet, les heures d'ouverture des portes secondaires ont été réduites en dehors des heures de cours; elles sont dorénavant débarrées seulement à 6 h 45. Avant cette heure, il faut désormais passer par la porte principale de manière à ce que la sécurité ait connaissance du nombre de personnes présentes. Auparavant, la sécurité ne savait effectivement pas où se trouvaient lesdites personnes pour mieux diriger les secours en cas d'incident et il faudra donc continuer à sensibiliser les utilisateur.trice.s du Collège à aviser la sécurité de leur présence en dehors des heures de cours afin d'assurer leur sécurité. Les ascenseurs du collège ont aussi été corrigés pour tenir compte du rapport de la CNESST. Un incident lors du démontage de l'œuvre d'art présentée lors de la troisième Semaine des Arts y a aussi été souligné et des mesures seront envisagées pour rendre plus sécuritaires les prochaines éditions.

Nous soulevons pour terminer qu'ont finalement été dévoilés cette

année le nouveau logo ainsi que le nouveau du slogan du Comité SST, que la formation SIMDUT (Système d'information sur les matières dangereuses utilisées) sera dorénavant offerte en continu et que des capsules SST paraîtront également de manière régulière et sous forme rubrique dans les nouvelles de la semaine du collège, de même sur les différents écrans ATM. La Journée montmorencienne sur la santé et la sécurité aura enfin lieu le 22 octobre 2019 et la Formation héros en 30 à laquelle plusieurs départements et services participeront sera aussi reprise pendant cette journée.

Comité environnement

Comme mentionné précédemment, cette année et à la suite de notre engagement en décembre à ce que les préoccupations environnementales deviennent une lutte prioritaire notamment en nous ralliant aux trois demandes du collectif *La planète s'invite*, nous avons ravivé de ses cendres le Comité environnement. Les membres siégeant sur ce comité ont surtout milité à la session d'hiver à rallier la communauté des enseignant.e.s à la *Grève de la Terre* qui aura lieu le 27 septembre 2019. Plusieurs dépliants et affiches ont donc été distribués à cet effet lors de nombreuses tournées de bureaux où les membres du comité ont invité leurs collègues à participer en grand nombre à une assemblée de vote de grève qui s'est tenue le 15 mai. Lors de cette

assemblée, le Collège Montmorency est ainsi devenu le deuxième cégep du Québec à voter en faveur de ce mouvement international avec 82% des voix.

Comité femmes

Au cours de l'année scolaire 2018-2019, les enseignantes siégeant sur ce comité ont surtout participé à différentes activités publiques, à plusieurs panels ainsi qu'à de nombreuses rencontres et assemblées générales de la Table de concertation de Laval en condition féminine (TCLCF) où divers enjeux actuels des femmes au travail ont retenu l'attention dont les obstacles rencontrés par les femmes immigrantes, la conciliation famille-travail-études et la précarité économique. Nous soulignons entre autres au passage leur participation à la « Soirée 8 mars » célébrée le 21 mars en l'honneur de la Journée internationale des droits des femmes et dans le cadre du 30^e anniversaire de la TCLF. La parole avait été donnée en cette occasion à l'actrice et autrice française Typhaine D, et des outils de lutte et de prévention contre les différentes violences faites aux femmes y ont été présentés.

Comités information et mobilisation

Comme mentionné précédemment, cette année ces deux comités ont surtout travaillé à la parution des cinq exemplaires d'une version

revisitée et améliorée de *L'Expresso* distribués dans tous les bureaux chaque fois par tous et toutes les membres de l'exécutif à la session d'hiver ainsi que celle des quatre numéros annuels de *L'informo*. Nous saluons d'ailleurs à cet effet toutes les vaillantes autrices et tous les vaillants auteurs des textes parus en septembre dans le spécial élections et en décembre dans notre « changement de cap », de même que celles et ceux à l'origine du spécial du 8 mars « Des femmes et des territoires » et du numéro du 1^{er} mai en l'honneur des travailleuses et des travailleurs ayant pour thème « La démocratie ».

Les membres des deux comités ont aussi soutenu de diverses et multiples manières la mobilisation relative au mouvement local à l'automne de *La planète s'invite* et celui cet hiver quant au vote de grève qui a eu lieu le 15 mai pour la *Grève de la Terre* prévue sur la scène internationale le 27 septembre et en participant notamment aux différentes manifestations organisées par *La planète s'invite*.

Comité d'action et de concertation en environnement (CACE)

Outre la présence entre autres des membres du CACE cette année aux portes ouvertes, aux nombreuses activités et aux différents kiosques qui se sont déroulés et qui ont été tenus dans le cadre de la Semaine de développement durable du 18 février au 22 février ainsi qu'à la

14^e édition de la Collecte de vélos usagers le 28 avril, il a surtout été question au CACE en 2018-2019 de la rédaction et des nombreuses relectures qui s'en sont suivies par ses 14 membres de la nouvelle Politique de développement durable du Collège Montmorency. Lors de l'A.G. du 30 avril, et après une période de consultations en ligne du 27 février au 12 avril et publique le mardi 9 avril de 12 h à 13 h par le D.G. lui-même et la conseillère à la vie étudiante responsable du dossier de développement durable Myriam Broué, les membres de l'exécutif syndical ont par ailleurs fait adopter à cet effet la proposition suivante, soit que le SEECM demande au Collège de reconnaître l'urgence climatique et que la Politique de développement durable ainsi que son Plan d'action y répondent de manière concrète.

Un autre fait saillant du CACE à l'hiver 2019 a également été les rencontres avec le Comité de régie recommandant audit Comité de « proposer au Conseil d'administration de prendre une position forte en terme de lutte aux changements climatiques en devenant signataire institutionnel du *Pacte pour la transition* ». Les membres du CACE, en comité élargi et en sous-comités, ont en effet travaillé très fort afin de recommander à la Régie de « prioriser deux actions concrètes qui doivent être mises en place d'ici deux ans dans le but d'atteindre la cible de réduction d'émissions de GES de 50 % d'ici 2030 »,

soit en instaurant « des incitatifs de mobilité durable (ex : rabais sur le transport en commun, ajouts de supports à vélos sécurisés, incitatifs financiers au covoiturage, etc.) en créant un fonds provenant de l'augmentation du coût du stationnement » et en implantant « le projet pilote de compostage pour l'année scolaire 2019-2020 en collaboration avec la Ville de Laval. »

Comité contre toute forme de harcèlement

À la suite du projet de loi 151 de la ministre de l'enseignement supérieur Hélène David visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur sanctionné le 8 décembre 2017, tous et toutes les membres de ce comité paritaire ont travaillé extrêmement fort en 2018-2019 non pas au projet d'une, mais de deux politiques institutionnelles, soit la nouvelle Politique pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel et la révision de la Politique institutionnelle pour contrer le harcèlement datant de 2009. Les membres ont effectivement commencé le travail en se rencontrant dès la session d'hiver 2018, puis au cours de cette dernière année scolaire pendant près d'une vingtaine de rencontres totalisant près d'une quarantaine d'heures excluant celles dédiées à la préparation et à la révision du travail de rédaction en soi. Les membres du Comité école et société ont aussi

participé à l'automne 2019 à plusieurs échanges sur la Politique pour prévenir et combattre les violences à caractère sexuel en partageant à l'exécutif syndical les nombreuses réflexions et les nombreux commentaires de la FNEEQ à ce sujet.

Plusieurs enjeux majeurs ont tenu bien occupé et pendant de nombreuses heures le Comité, donc puisque la volonté était manifeste de toutes parts d'assurer une cohésion entre les deux politiques, notamment en ce qui concerne les rôles et les responsabilités de tous les membres de la communauté montmorencienne incluant toutes les directions, tous les gestionnaires, tous les membres du personnel en autorité, tout le personnel contractuel ainsi que toutes les entités telles que syndicats, associations, partenaires internes, externes et à l'international de même que les sentinelles; la création également du Centre de prévention et d'intervention dans la future Clinique-école en santé du Bloc D prévue à l'automne 2019; l'arrivée en fonction pendant la session d'automne 2018 de la conseillère juridique spécialiste en médiation engagée par le Collège, Marie-Josée Beaudoin; la confidentialité et les implications de la personne ou des personnes victimes de violences à caractère sexuel et/ou de harcèlement et de la personne ou des personnes mises en cause; toutes les nombreuses étapes et sanctions reliées au processus de

l'enquête externe; de même qu'en ce qui concerne la mise en place de mesures, d'inventions et d'outils multiples de prévention, de sensibilisation et d'éducation visant à contrer les violences à caractère sexuel et le harcèlement.

De nouvelles adoptions et consultations des deux Politiques énormément modifiées et retravaillées seront d'ailleurs au menu en A.G. à l'automne 2019.

Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN)

Le CCMM soutient les luttes syndicales et sociales en s'appuyant sur la contribution de militantes et de militants qui œuvrent au sein de ses différents comités de front de lutte, soit les comités condition féminine, droit au travail, éducation, environnement et développement durable, immigration et relations ethnoculturelles, jeunes, LGBT, santé-sécurité, santé et services sociaux de même que solidarité internationale. Les enseignant.e.s de Montmorency qui sont élu.e.s sur ce comité syndical ont donc assisté pendant l'année aux assemblées générales du Conseil central et ont rendu des comptes à l'exécutif du SEECM.

Ce qui a entre autres retenu leur attention en 2018-2019 est d'abord la tenue d'activités entourant les élections provinciales du 1^{er} octobre au Québec : une assemblée publique sur la réforme du

mode de scrutin organisée en collaboration avec Mouvement démocratie nouvelle, l'écoute collective du débat des chefs organisée par le comité jeunes du CCMM ainsi qu'une assemblée générale spéciale du CCMM-CSN sur les élections. Il a été aussi question de suivre de près les 12 journées d'action en novembre et en décembre pour la mobilisation et la sensibilisation de la population quant à l'ensemble des violences faites envers toutes les femmes et afin de poser des actions concrètes pour éliminer ce fléau. Il a aussi été notamment proposé que le CCMM-CSN, toujours en faveur de la gratuité, de l'accessibilité et du caractère public de l'éducation au Québec, « appuie la lutte étudiante pour une rémunération juste des stages et une protection légale en matière de normes du travail ».

Les membres du Conseil central ont également relevé qu'en vue du dépôt du premier budget du gouvernement caquiste au mois de mars, le CCMM-CSN a poursuivi son engagement politique au sein de la Coalition Main rouge en soulignant par exemple, dans le cadre des activités de la Journée mondiale de la justice sociale le 20 février dernier, l'importance de reprendre la mobilisation, les surplus record cumulés depuis deux ans par l'État après des années d'austérité ainsi que les devoirs du nouveau gouvernement de réinvestir dans les services publics de santé et d'éducation, de rétablir le financement des

programmes sociaux et de soutenir l'action communautaire autonome. En plus de nombreuses campagnes de différents organismes et de différentes organisations, il a enfin été question au CCMM-CSN comme partout ailleurs au Québec cette dernière année des mobilisations environnementales notamment en vue de la manifestation du 27 avril pour souligner le Jour de la Terre et de la participation au mouvement international de la *Grève de la Terre (Earth Strike)*.

Comité assurances et régime de retraite

Comme mentionné précédemment, il a été principalement question cette année pour les membres siégeant sur ce comité du renouvellement de la police d'assurance collective. À la suite de la Réunion des syndicats adhérent (RSA) les 20 et 21 septembre, les enseignant.e.s du Comité assurances et régime de retraite se sont donc rencontré.e.s le 28 afin d'étudier les recommandations qui devaient être soumises pour adoption à l'assemblée générale du 2 octobre. Après analyse, le Comité a pu transmettre son avis sur chacune des recommandations et les membres du comité ont aussi appuyé Josiane Nadeau, représentante à l'exécutif responsable de ce dossier, lors de la consultation en assemblée générale le 2 octobre.

Enfin, les enseignant.e.s siégeant sur le comité assurances et régime de retraite ont participé à une

formation sur le RREGOP les 17 et 18 janvier 2019 à Montréal.

Comité surveillance des finances

Les enseignant.e.s siégeant sur ce comité se sont rencontré.e.s en vue des préparatifs de la présentation à la dernière assemblée générale du rapport financier de l'année fiscale se terminant le 30 avril ainsi que des prévisions budgétaires de celle en cours (1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020). Les membres du comité se sont d'ailleurs entendu.e.s à ce propos pour qualifier en quelque sorte cette dernière de charnière. Comme la convention collective tire à sa fin, un budget pour la mobilisation en vue des prochaines négociations est effectivement à prévoir. L'année fiscale 2019-2020 marquera également un changement majeur quant au passage d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice qui sera plus précise sur l'évaluation de la santé des finances. Si la comptabilité de caisse comptabilise les opérations au moment où elles donnent lieu à des entrées ou à des sorties de fonds (il convient ici de parler de recettes et de charges), la comptabilité d'exercice consiste par ailleurs à ne tenir compte des revenus que lorsqu'ils sont gagnés et des dépenses que lorsqu'elles sont engagées (on parlera alors d'éléments passifs et d'éléments actifs).

Comité dons de solidarité

Les membres de ce comité se sont

rencontré.e.s cette dernière année pour, entre autres choses, vérifier si les organismes figurant sur la liste 2018-2019 et pour lesquels le SEECM avait des adhésions et des dons récurrents étaient toujours existants. Selon le budget réalisé pour l'année 2018-2019 et après quelques réflexions et quelques discussions, le Comité a déterminé qu'il donnerait en différents dons environ 1 % des cotisations totales perçues.

Dans les échanges entre les enseignant.e.s siégeant sur le comité, il a aussi été question pour la prochaine année, soit celle de 2019 et de 2020, de revoir la politique quant au pourcentage des dons ainsi qu'aux critères pour en assurer la distribution. En ce sens, ils et elles souhaitent consacrer une plus grande part de la distribution aux organismes locaux de même qu'à ceux œuvrant pour le travail, la jeunesse et la condition féminine.

Comité précarité

Les enseignant.e.s de ce comité s'étaient entre autres donné pour objectif cette année d'identifier les différents enjeux locaux, nationaux et internationaux de la précarité en 2019. Ils et elles ont surtout porté leur attention sur les nombreux enjeux locaux en produisant une liste illustrant les fruits de leurs réflexions et de leurs échanges.

On a donc entre autres discuté au comité des problématiques en ce

qui a trait à la vignette de stationnement annuelle pour le personnel du Collège qui, notamment, n'avantage pas les employé.e.s remplaçant.e.s aux contrats de courte durée de même que du souhait depuis longtemps formulé pour les précaires afin de leur éviter une pression psychologique supplémentaire d'avoir enfin une offre de service dite inversée comme dans de nombreuses autres institutions d'enseignement supérieur. On y a aussi par ailleurs échangé à propos de la manière d'attribuer les remplacements dont la principale recommandation est de toujours suivre la liste de priorité ainsi qu'à propos du travail à temps plein à l'extérieur du collège qui devrait toujours être considéré comme une situation de double emploi. Il y a enfin été question d'effectuer un suivi des quelques groupes d'enseignant.e.s précaires du Collège Montmorency sur Facebook.

Comité solidarité internationale

Dans le cadre du dernier numéro de *L'Informo* pour l'année 2018-2019 ayant pour thème la démocratie et paru le 1^{er} mai pour souligner la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, M. Thomas Bangobango Lingo a produit et signé un texte pour le Comité solidarité internationale du SEECM ayant pour titre « L'heure du débat social planétaire ? »

Pour surmonter les insécurités socio-économiques découlant de

la crise économique mondiale des années 2007-2012, aussi appelée la Grande Récession, de même que les inquiétudes que suscitent les nouvelles technologies et la mondialisation, Bangobango Lingo nous illustre effectivement dans ce texte la nécessité de repenser les droits et les devoirs des citoyen.ne.s par la recherche d'alternatives au mode actuel de gouvernance libéral-démocrate, l'idée d'un débat social citoyen à l'échelle planétaire et la création d'un nouveau contrat social mettant en évidence les idéaux sociétaux de l'égalité des chances de chaque citoyen et citoyenne.

Comité d'éducation interculturelle

Comme le D.G. sortant ne voyait que plus ou moins d'intérêts au Comité d'éducation interculturelle tel que présenté, ce comité n'a donc été relancé et remis sur pieds qu'en fin d'année 2018-2019 après une pause plus ou moins forcée de plusieurs mois. La nouvelle équipe des membres du SEECM élu.e.s, très

enthousiaste et très dynamique, travaillera à la rédaction d'une nouvelle politique institutionnelle prévue en mai 2020 et après plusieurs travaux importants sur lesquels se pencheront toutes et tous les membres à la session d'automne 2019. Les enseignant.e.s siégeant sur ce comité sont par ailleurs très emballé.e.s puisqu'ils et elles considèrent ce projet comme l'un des plus significatifs pour Montmorency.

Comité projets internationaux

Finalement, les membres du SEECM siégeant sur ce comité ont particulièrement été très actifs pour l'année 2018-2019. De nombreuses réflexions et discussions portant notamment sur les modes de financement, le soutien du Collège en ce qui a trait par exemple aux projets de mobilité internationale de même que la gestion des risques reliés aux différents projets ont représenté quelques-uns des nombreux aspects importants qui y ont entre autres été discutés.

Si vous cherchez un organisme à aider en cette période des Fêtes, n'hésitez pas à contacter l'un des groupes communautaires locaux qui ont bénéficié de notre Politique pour les dons de solidarité!



Cause	Organismes	Type de don	Echelle et montant du don				Total	Total
			Locale	Régionale	Nationale	INTL		
Le travail	Syndicat des travailleuses et travailleurs des CHP de l'Estrie	Don ponctuel			100,00 \$		100,00 \$	1 100,00 \$
	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Merinov	Don ponctuel			100,00 \$		100,00 \$	
	Comité chômage Est Montréal (CCEM)	Don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	Comité chômage Montréal (CCM)	Adhésion et don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	Union des TT accidentés de Mt (UTTAM)	Don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	Fondation de la Jeunesse ouvrière chrétienne	Nouveau			100,00 \$		100,00 \$	
	Syndicat des tuteurs et tutrices de la Télé-université	Don ponctuel			200,00 \$		200,00 \$	
	Au bas de l'échelle	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Mouvement action chômage Longueuil	Don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	Fondation pour l'aide aux TT accidentés (FATA)	Don récurrent					0,00 \$	
L'éducation populaire et la formation	Mouvement action chômage Montréal	Don ponctuel		100,00 \$			100,00 \$	600,00 \$
	Institut de coop. et d'éducation des adultes (ICÉA)	Adhésion récurrente			150,00 \$		150,00 \$	
	IRIS	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Mouvement Éducation Populaire et Action Communautaire	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Centre de Lecture et d'écriture (CLÉ Montréal)	Don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	Groupe ALPHA Laval	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
L'action sociale et communautaire								3 600,00 \$
	Panier de Noël Montmorency	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Fonds dédié à la Guignolée (Collège Montmorency)	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Paniers de Noël CSN	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Ligue des droits et libertés	Adhésion récurrente			200,00 \$		200,00 \$	
	Fondation Léo-Cormier	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Jeunesse au soleil	Don récurrent			150,00 \$		150,00 \$	
	ATTAC Québec	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	Adhésion et don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	La Corbille Bordeaux-Cartierville	Nouveau	100,00 \$				100,00 \$	
	Centre de prévention des agressions sexuelles (CPIVAS) (Laval)	Adhésion récurrente		150,00 \$			150,00 \$	
	CHOC (Laval)	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Coalition Main Rouge	Adhésion récurrente			200,00 \$		200,00 \$	
	Association coopérative d'économie familiale-Île Jésus	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Auberge du cœur L'Envolée (Laval)	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Centre de bénévolat et Moisson de Laval	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	
	Travail de rue de l'Île de Laval	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
	Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Laval	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
	L'Oasis - Unité mobile	Nouveau	200,00 \$				200,00 \$	
	GRIS	Adhésion récurrente		100,00 \$			100,00 \$	
	ALPABEM	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
	Carrefour d'intercultures de Laval (accueil réfugiés)	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
	Centres Saint-Pierre	Don récurrent		100,00 \$			100,00 \$	
	L'En - Droit Laval	Don récurrent	100,00 \$				100,00 \$	
	L'entraide Pont-Viau - Immigration	Nouveau	100,00 \$				100,00 \$	
Condition féminine	Table de concertation de Laval en condition féminine (TLCFCF)	Adhésion récurrente	150,00 \$				150,00 \$	1 450,00 \$
	Maison Le Prélude (hébergement + service d'écoute)(Laval)	Don ponctuel	150,00 \$				150,00 \$	
	Fondation Léa Roback (bourses d'études)	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
	Fondation La rue des femmes	Don récurrent			150,00 \$		150,00 \$	
	Fédération des femmes du Québec	Adhésion récurrente			200,00 \$		200,00 \$	
	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence	Nouveau			100,00 \$		100,00 \$	
	Centre des femmes de Laval	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
	Maison L'Esther (violence faites aux femmes et aux enfants)	Don ponctuel	150,00 \$				150,00 \$	
	Maison Lina	Nouveau	150,00 \$				150,00 \$	
	Dimension travail des femmes (Laval)	Don récurrent	150,00 \$				150,00 \$	
Presse alternative	L'aut'journal	Adhésion récurrente			200,00 \$		200,00 \$	580,00 \$
	Centre Justice et Foi (Revue Relations)	Abonnement de soutien			100,00 \$		100,00 \$	
	Collectif d'analyse politique (Nouveaux cahiers du socialisme)	Adhésion récurrente			180,00 \$		180,00 \$	
	L'itinéraire	Adhésion récurrente			100,00 \$		100,00 \$	
La solidarité internationale	Projet PHEM (Coll. Montmorency)	Don récurrent	200,00 \$				200,00 \$	700,00 \$
	Amnistie Internationale	Adhésion récurrente				100,00 \$	100,00 \$	
	CISO	Nouveau				100,00 \$	100,00 \$	
	Alternatives, la solidarité en action	Adhésion récurrente				200,00 \$	200,00 \$	
	Collectif échec à la guerre	Don récurrent			100,00 \$		100,00 \$	
Total			3 550,00 \$	950,00 \$	3 130,00 \$	400,00 \$	8 030,00 \$	8 030,00 \$

À l'agenda : dates à retenir

3 décembre : Assemblée générale

4, 5 et 6 décembre : Conseil confédéral

6 décembre : Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes

6 décembre : Party de Noël syndical

10 décembre : Conseil d'administration

12 décembre : Comité des relations de travail

13 décembre : Fin des cours

30 décembre : Remise des notes

16-17 janvier : Regroupement cégep

28 janvier : Assemblée générale

30 janvier : Comité des relations de travail



Le comité d'information attend vos articles en tout genre. Vous pouvez soumettre des textes d'opinion, des anecdotes et tranches de vie collégiale, des critiques de films ou de livres, des couvertures d'événements, des informations, des questions, des caricatures, etc.

Il suffit de nous envoyer le tout par courrier électronique à syndens@cmontmorency.qc.ca. Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur-e. Les images où aucun crédit n'est mentionné sont libres de droits. Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Montmorency, 475, boulevard de l'Avenir, Laval, Québec, H7N 5H9, Local : B1389, Tél : 450-668-1344 ou 975-6268, syndens@cmontmorency.qc.ca

COMITÉ D'INFORMATION : Julie Lecomte, David Lamontagne, Maude Arsenault et François Rioux. **RESPONSABLE** Julie Lecomte.

RÉVISION Les membres du comité d'information et le comité exécutif. **INFOGRAPHIE** Julie Lecomte et Tommy Girouard-Belhumeur.



Imprimé par des employés-es syndiqués-es de la Confédération des syndicats nationaux,
« parce que la sous-traitance, c'est mal ! » — Le comité information